

La Syrie, centre de la guerre du gaz au Proche-Orient

par Imad Fawzi Shueibi

L'attaque médiatique et militaire à l'encontre de la Syrie est directement liée à la compétition mondiale pour l'énergie, ainsi que l'explique le professeur Imad Shueibi dans l'article magistral que nous publions. À un moment où la zone euro menace de s'effondrer, où une crise économique aiguë a conduit les États-Unis à s'endetter à hauteur de 14 940 milliards de dollars, et où leur influence s'amenuise face aux puissances émergentes du BRICS, il devient clair que la clé de la réussite économique et de la domination politique réside principalement dans le contrôle de l'énergie du XXIe siècle : le gaz. C'est parce qu'elle se trouve au cœur de la plus colossale réserve de gaz de la planète que la Syrie est prise pour cible. Les guerres du siècle dernier étaient celles du pétrole, mais une nouvelle ère commence, celle des guerres du gaz.

Réseau Voltaire | Damas (Syrie) | 8 mai 2012

Avec la chute de l'Union soviétique, les Russes ont réalisé que la course à l'armement les avait épuisés, surtout en l'absence des approvisionnements d'énergie nécessaires à tout pays industrialisé. Au contraire, les USA avaient pu se développer et décider de la politique internationale sans trop de difficultés grâce à leur présence dans les zones pétrolières depuis des décennies. C'est la raison pour laquelle les Russes décidèrent à leur tour de se positionner sur les sources d'énergie, aussi bien pétrole que gaz. Considérant que le secteur pétrolier, vu sa répartition internationale, n'offrait pas de perspectives, Moscou mita sur le gaz, sa production, son transport et sa commercialisation à grande échelle.

Le coup d'envoi fut donné en 1995, lorsque Vladimir Poutine mis en place la stratégie de Gazprom : partir des zones gazières de la Russie vers l'Azerbaïdjan, le Turkménistan, l'Iran (pour la commercialisation), jusqu'au Proche-Orient. Il est certain que les projets *Nord Stream* et *South Stream* témoigneront devant l'Histoire du mérite et des efforts de Vladimir Poutine pour ramener la Russie dans l'arène internationale et peser sur l'économie européenne puisqu'elle dépendra, durant des décennies à venir, du gaz comme alternative ou complément du pétrole, avec cependant une nette priorité pour le gaz. À partir de là, il devenait urgent pour Washington de créer le projet concurrent *Nabucco*, pour rivaliser avec les projets russes et espérer jouer un rôle dans ce qui va déterminer la stratégie et la politique pour les cents prochaines années.

Le fait est que le gaz sera la principale source d'énergie du 21ème siècle, à la fois comme alternative à la baisse des réserves mondiales de pétrole, et comme source d'énergie propre. Par conséquent, le contrôle des zones gazières du monde par les anciennes et les nouvelles puissance est à la base d'un conflit international dont les manifestation sont régionales.

De toute évidence, la Russie a bien lu les cartes et a bien retenu la leçon du passé, car c'est le manque de contrôle au niveau des ressources énergétiques globales, indispensables à l'injection de capital et d'énergie dans la structure industrielle, qui fut à l'origine de l'effondrement de l'Union Soviétique. De même la Russie a assimilé que le gaz serait la ressource énergétique du siècle à venir.

Historique du grand jeu gazier

Une première lecture de la carte du gaz révèle que celui-ci est localisé dans les régions suivantes, en termes de gisements et d'accès aux zones de consommation :

1. Russie : Vyborg et Beregvyva
2. Annexé à la Russie : Turkménistan
3. Environs plus ou moins immédiats de la Russie : Azerbaïdjan et Iran
4. Pris à la Russie : Géorgie
5. Méditerranée orientale : Syrie et Liban
6. Qatar et Égypte.

Moscou s'est hâté de travailler sur deux axes stratégiques : le premier est la mise en place d'un projet sino-russe à long terme s'appuyant sur la croissance économique du Bloc de Shanghai ; le deuxième visant à contrôler les ressources de gaz. C'est ainsi que furent jetées les bases des projets *South Stream* et *Nord Stream*, faisant face au projet étasunien *Nabucco*, soutenu par l'Union européenne, qui visait le gaz de la mer Noire et de l'Azerbaïdjan. S'ensuivit entre ces deux initiatives une course stratégique pour le contrôle de l'Europe et des ressources en gaz.

Pour la Russie :

Le projet *Nord Stream* relie directement la Russie à l'Allemagne en passant à travers la mer Baltique jusqu'à Weinberg et Sassnitz, sans passer par la Biélorussie.

Le projet *South Stream* commence en Russie, passe à travers la la mer Noire jusqu'à la Bulgarie et se divise entre la Grèce et le sud de l'Italie d'une part, et la Hongrie et l'Autriche d'autre part.

Pour les États-Unis :

Le projet *Nabucco* part d'Asie centrale et des environs de la Mer Noire, passe par la Turquie où se situent les infrastructures de stockage, puis parcourt la Bulgarie, traverse la Roumanie, la Hongrie, arrive

en Autriche et de là se dirige vers la République Tchèque, la Croatie, la Slovénie et l'Italie. Il devait à l'origine passer en Grèce, mais cette idée avait été abandonnée sous la pression turque.

Nabucco était censé concurrencer les projets russes. Initialement prévu pour 2014, il a dû être repoussé à 2017 en raison de difficultés techniques. À partir de là, la bataille du gaz a tourné en faveur du projet russe, mais chacun cherche toujours à étendre son projet à de nouvelles zones.

Cela concerne d'une part le gaz iranien, que les États-Unis voulaient voir venir renforcer le projet *Nabucco* en rejoignant le point de groupage de Erzurum, en Turquie ; et de l'autre le gaz de la Méditerranée orientale : Syrie, Liban, Israël.

Or en juillet 2011, l'Iran a signé divers accords concernant le transport de son gaz via l'Irak et la Syrie. Par conséquent, c'est désormais la Syrie qui devient le principal centre de stockage et de production, en liaison avec les réserves du Liban. C'est alors un tout nouvel espace géographique, stratégique et énergétique qui s'ouvre, comprenant l'Iran, l'Irak, la Syrie et le Liban. Les entraves que ce projet subit depuis plus d'un an donnent un aperçu du niveau d'intensité de la lutte qui se joue pour le contrôle de la Syrie et du Liban. Elles éclairent du même coup le rôle joué par la France, qui considère la Méditerranée orientale comme sa zone d'influence historique, devant éternellement servir ses intérêts, et où il lui faut rattraper son absence depuis la Seconde Guerre mondiale. En d'autres termes, la France veut jouer un rôle dans le monde du gaz où elle a acquis en quelque sorte une « assurance maladie » en Libye et veut désormais une « assurance-vie » à travers la Syrie et le Liban.

Quant à la Turquie, elle sent qu'elle sera exclue de cette guerre du gaz puisque le projet *Nabucco* est retardé et qu'elle ne fait partie d'aucun des deux projets *South Stream* et *Nord Stream* ; le gaz de la Méditerranée orientale semble lui échapper inexorablement à mesure qu'il s'éloigne de *Nabucco*.

L'axe Moscou-Berlin

Gerhard Schroeder et Aleksei Miller. Le 30 mars 2006, l'ancien chancelier allemand était nommé à la tête du consortium chargé de construire North Stream.

Pour ses deux projets, Moscou a créé la société Gazprom dans les années 1990. L'Allemagne, qui voulait se libérer une fois pour toutes des répercussions de la Seconde Guerre mondiale, se prépara à en être partie prenante ; que ce soit en matière d'installations, de révision du pipeline Nord, ou de lieux de stockage pour la ligne *South Stream* au sein de sa zone d'influence, particulièrement en Autriche.

La société Gazprom a été fondée avec la collaboration de Hans-Joachim Gornig, un allemand proche de Moscou, ancien vice-président de la compagnie allemande de pétrole et de gaz industriels qui a supervisé la construction du réseau de gazoducs de la RDA. Elle a été dirigée jusqu'en octobre 2011 par Vladimir Kotenev, ancien ambassadeur de Russie en Allemagne.

Gazprom a signé nombre de transactions avec des entreprises allemandes, au premier rang desquelles celles coopérant avec *Nord Stream*, tels les géants E.ON pour l'énergie et BASF pour les produits chimiques ; avec pour E.ON des clauses garantissant des tarifs préférentiels en cas de hausse des prix, ce qui revient en quelque sorte à une subvention « politique » des entreprises du secteur énergétique allemand par la Russie.

Moscou a profité de la libéralisation des marchés européens du gaz pour les contraindre à déconnecter les réseaux de distribution des installations de production. La page des affrontements entre la Russie et Berlin étant tournée, débuta alors une phase de coopération économique basée sur l'allègement du poids de l'énorme dette pesant sur les épaules de l'Allemagne, celle d'une Europe surendettée par le joug étasunien. Une Allemagne qui considère que l'espace germanique (Allemagne, Autriche, République Tchèque, Suisse) est destiné à devenir le cœur de l'Europe, mais n'a pas à supporter les conséquences du vieillissement de tout un continent, ni celle de la chute d'une autre superpuissance.

Les initiatives allemandes de Gazprom comprennent le joint-venture de Wingas avec Wintershall, une filiale de BASF, qui est le plus grand producteur de pétrole et de gaz d'Allemagne et contrôle 18 % du marché du gaz. Gazprom a donné à ses principaux partenaires allemands des participations inégales dans ses actifs russes. Ainsi BASF et E.ON contrôlent chacune près d'un quart des champs de gaz Loujno-Rousskoïé qui alimenteront en grande partie *Nord Stream* ; et ce n'est donc pas une simple coïncidence si l'homologue allemand de Gazprom, appelé « le Gazprom germanique », ira jusqu'à posséder 40 % de la compagnie autrichienne Austrian Centrex Co, spécialisée dans le stockage du gaz et destinée à s'étendre vers Chypre.

Une expansion qui ne plait certainement pas à la Turquie qui a cruellement besoin de sa participation au projet *Nabucco*. Elle consisterait à stocker, commercialiser, puis transférer 31 puis 40 milliards de m³ de gaz par an ; un projet qui fait qu'Ankara est de plus en plus inféodé aux décisions de Washington et de l'OTAN, d'autant plus que son adhésion à l'Union européenne a été rejetée à plusieurs reprises.

Les liens stratégiques liés au gaz déterminent d'autant plus la politique que Moscou exerce un lobbying sur le Parti social-démocrate allemand en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, base industrielle majeure et centre du conglomérat allemand RWE, fournisseur d'électricité et filiale d'E.ON.

Cette influence a été reconnue par Hans-Joseph Fell, responsable des politiques énergétiques chez les Verts. Selon lui quatre sociétés allemandes liées à la Russie jouent un rôle majeur dans la définition de la politique énergétique allemande. Elles s'appuient sur le Comité des relations économiques de l'Europe de l'Est — c'est-à-dire sur des entreprises en contact économique étroit avec la Russie et les pays de l'ex Bloc soviétique —, qui dispose d'un réseau très complexe d'influence sur les ministres et l'opinion publique. Mais en Allemagne, la discrétion reste de mise quant à l'influence grandissante de la Russie, partant du principe qu'il est hautement nécessaire d'améliorer la « sécurité énergétique » de l'Europe.

Il est intéressant de souligner que l'Allemagne considère que la politique de l'Union européenne pour résoudre la crise de l'euro pourrait à terme gêner les investissements germano-russes. Cette raison, parmi d'autres, explique pourquoi elle traîne pour sauver l'euro plombé par les dettes européennes, alors même que le bloc germanique pourraient, à lui seul, supporter ces dettes. De plus, à chaque fois que les Européens s'opposent à sa politique vis-à-vis de la Russie, elle affirme que les plans utopiques de l'Europe ne sont pas réalisables et pourraient pousser la Russie à vendre son gaz en Asie, mettant en péril la sécurité énergétique européenne.

Ce mariage des intérêts germano-russes s'est appuyé sur l'héritage de la Guerre froide, qui fait que trois millions de russophones vivent en Allemagne, formant la deuxième plus importante communauté après les Turcs. Poutine était également adepte de l'utilisation du réseau des anciens responsables de la RDA, qui avaient pris soin des intérêts des compagnies russes en Allemagne, sans parler du recrutement d'ex-agents de la Stasi. Par exemple, les directeurs du personnel et des finances de Gazprom Germania, ou encore le directeur des finances du Consortium Nord Stream, Warnig Matthias qui, selon le *Wall Street Journal*, aurait aidé Poutine à recruter des espions à Dresde lorsqu'il était jeune agent du KGB. Mais il faut le reconnaître, l'utilisation par la Russie de ses anciennes relations n'a pas été préjudiciable à l'Allemagne, car les intérêts des deux parties ont été servis sans que l'une ne domine l'autre.

Le projet *Nord Stream*, le lien principal entre la Russie et l'Allemagne, a été inauguré récemment par un pipeline qui a coûté 4,7 milliards d'euros. Bien que ce

pipeline relie la Russie et l'Allemagne, la reconnaissance par les Européens qu'un tel projet garantissait leur sécurité énergétique a fait que la France et la Hollande se sont hâtées de déclarer qu'il s'agissait bien là d'un projet « européen ». À cet égard, il est bon de mentionner que M. Lindner, directeur exécutif du Comité allemand pour les relations économiques avec les pays de l'Europe de l'Est a déclaré, sans rire, que c'était bien « un projet européen et non pas allemand, et qu'il n'enfermerait pas l'Allemagne dans une plus grande dépendance vis-à-vis de la Russie ». Une telle déclaration souligne l'inquiétude que suscite l'accroissement de l'influence Russe en l'Allemagne ; il n'en demeure pas moins que le projet *Nord Stream* est structurellement un plan moscovite et non pas européen.

Les Russes peuvent paralyser la distribution de l'énergie en Pologne dans plusieurs pays comme bon leur semblent, et seront en mesure de vendre le gaz au plus offrant. Toutefois, l'importance de l'Allemagne pour la Russie réside dans le fait qu'elle constitue la plate-forme à partir de laquelle elle va pouvoir développer sa stratégie continentale ; Gazprom Germania détenant des participations dans 25 projets croisés en Grande-Bretagne, Italie, Turquie, Hongrie et d'autres pays. Cela nous amène à dire que Gazprom – après un certain temps – est destinée à devenir l'une des plus importantes entreprises au monde, sinon la plus importante.

Dessiner une nouvelle carte de l'Europe, puis du monde

Les dirigeants de Gazprom ont non seulement développé leur projet, mais ils ont aussi fait en sorte de contrer *Nabucco*. Ainsi, Gazprom détient 30 % du projet consistant à construire un deuxième pipeline vers l'Europe suivant à peu près le même trajet que *Nabucco* ce qui est, de l'aveu même de ses partisans, un projet « politique » destiné à montrer sa force en freinant, voire en bloquant le projet *Nabucco*. D'ailleurs Moscou s'est empressé d'acheter du gaz en Asie centrale et en mer Caspienne dans le but de l'étouffer, et de ridiculiser Washington politiquement, économiquement et stratégiquement par la même occasion.

Gazprom exploite des installations gazières en Autriche, c'est-à-dire dans les environs stratégiques de l'Allemagne, et loue aussi des installations en Grande-Bretagne et en France. Toutefois, ce sont les importantes installations de stockage en Autriche qui serviront à redessiner la carte énergétique de l'Europe, puisqu'elles alimenteront la Slovénie, la Slovaquie, la Croatie, la Hongrie, l'Italie et l'Allemagne. À ces installations, il faut ajouter le centre de stockage de Katrina, que Gazprom construit en coopération avec

l'Allemagne, afin de pouvoir exporter le gaz vers les grands centres de consommation de l'Europe de l'ouest.

Gazprom a mis en place une installation commune de stockage avec la Serbie afin de fournir du gaz à la Bosnie-Herzégovine et à la Serbie elle-même. Des études de faisabilité ont été menées sur des modes de stockage similaires en République Tchèque, Roumanie, Belgique, Grande-Bretagne, Slovaquie, Turquie, Grèce et même en France. Gazprom renforce ainsi la position de Moscou, fournisseur de 41 % des approvisionnements gaziers européens. Ceci signifie un changement substantiel dans les relations entre l'Orient et l'Occident à court, moyen et long terme. Cela annonce également un déclin de l'influence états-unienne, par boucliers antimissiles interposés, voyant l'établissement d'une nouvelle organisation internationale, dont le gaz sera le pilier principal. Enfin cela explique l'intensification du combat pour le gaz de la côte Est de la Méditerranée au Proche-Orient.

***Nabucco* et la Turquie en difficulté**

Manquant de source d'approvisionnement et sans clients identifiés, *Nabucco* est sans cesse repoussé.

Nabucco devait acheminer du gaz sur 3 900 kilomètres de la Turquie vers l'Autriche et était conçu pour fournir 31 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an depuis le Proche-Orient et le bassin caspien vers les marchés européens. L'empressement de la coalition Otan-États-unis-France à mettre fin aux obstacles qui s'élevaient contre ses intérêts gaziers au Proche-Orient, en particulier en Syrie et au Liban, réside dans le fait qu'il est nécessaire de s'assurer la stabilité et la bienveillance de l'environnement lorsqu'il est question d'infrastructures et d'investissement gaziers. La réponse syrienne fût de signer un contrat pour transférer vers son territoire le gaz iranien en passant par l'Irak. Ainsi, c'est bien sur le gaz syrien et libanais que se focalise la bataille, alimentera-t-il *Nabucco* ou *South Stream* ?

Le consortium *Nabucco* est constitué de plusieurs sociétés : allemande (REW), autrichienne (OML), turque (Botas), bulgare (Energy Company Holding), et roumaine (Transgaz). Il y a cinq ans, les coûts initiaux du projet étaient estimées à 11,2 milliards de dollars, mais ils pourraient atteindre 21,4 milliards de dollars d'ici 2017. Ceci soulève de nombreuses questions quant à sa viabilité économique étant donné que Gazprom a pu conclure des contrats avec différents pays qui devaient alimenter *Nabucco*, lequel ne pourrait plus compter que sur les excédents du Turkménistan, surtout depuis les tentatives infructueuses de mainmise sur le gaz iranien. C'est l'un des secrets méconnus de la bataille pour l'Irak, qui a franchi la ligne rouge dans son défi aux USA et à l'Europe, en

choisissant l'Irak et la Syrie comme trajets de transport d'une partie de son gaz.

Ainsi, le meilleur espoir de *Nabucco* demeure dans l'approvisionnement en gaz d'Azerbaïdjan et le gisement Shah Deniz, devenu presque la seule source d'approvisionnement d'un projet qui semble avoir échoué avant même d'avoir débuté. C'est ce que révèle l'accélération des signatures de contrats passés par Moscou pour le rachat de sources initialement destinées à *Nabucco*, d'une part, et les difficultés rencontrées pour imposer des changements géopolitiques en Iran, en Syrie et au Liban d'autre part. Ceci au moment où la Turquie s'empresse de réclamer sa part du projet *Nabucco*, soit par la signature d'un contrat avec l'Azerbaïdjan pour l'achat de 6 milliards de mètres cubes de gaz en 2017, soit par l'annexion de la Syrie et du Liban avec l'espoir de faire obstacle au transit du pétrole iranien ou de recevoir une part de la richesse gazière libano-syrienne. Apparemment une place dans le nouvel ordre mondial, celui du gaz ou d'autre chose, passe par rendre un certain nombre de service, allant de l'appui militaire jusqu'à l'hébergement du dispositif stratégique de bouclier antimissiles.

Ce qui constitue peut-être la principale menace pour *Nabucco*, c'est la tentative russe de le faire échouer en négociant des contrats plus avantageux que les siens en faveur de Gazprom pour *North Stream* et *South Stream* ; ce qui invaliderait les efforts des États-Unis et de l'Europe, diminuerait leur influence, et bousculerait leur politique énergétique en Iran et/ou en Méditerranée. En outre, Gazprom pourrait devenir l'un des investisseurs ou exploitants majeurs des nouveaux gisements de gaz en Syrie ou au Liban. Ce n'est pas par hasard que le 16 août 2011, le ministère syrien du Pétrole à annoncé la découverte d'un puits de gaz à Qara, près de Homs. Sa capacité de production serait de 400 000 mètres cubes par jour (146 millions de mètres cubes par an), sans même parler du gaz présent dans la Méditerranée.

Les projets *Nord Stream* et *South Stream* ont donc réduit l'influence politique états-unienne, qui semble désormais à la traîne. Les signes d'hostilité entre les États d'Europe centrale et la Russie se sont atténués ; mais la Pologne et les États-Unis ne semblent pas disposés à renoncer. En effet, fin octobre 2011, ils ont annoncé le changement de leur politique énergétique suite à la découverte de gisements de charbon européens qui devraient diminuer la dépendance vis-à-vis de la Russie et du Proche-Orient. Cela semble être un objectif ambitieux mais à long terme, en raison des nombreuses procédures nécessaires avant commercialisation ; ce charbon correspondant à des roches sédimentaires trouvées à des milliers de mètres sous terre

et nécessitant des techniques de fracturation hydraulique sous haute pression pour libérer le gaz, sans compter les risques environnementaux.

Participation de la Chine

L'Organisation de coopération de Shanghai, qui regroupe la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan.

La coopération sino-russe dans le domaine énergétique est le moteur du partenariat stratégique entre les deux géants. Il s'agit, selon les experts, de la « base » de leur double véto réitéré en faveur de la Syrie.

Cette coopération ne concerne pas seulement l'approvisionnement de la Chine à des conditions préférentielles. La Chine est amenée à s'impliquer directement dans la distribution du gaz via l'acquisition d'actifs et d'installations, en plus d'un projet de contrôle conjoint des réseaux de distribution. Parallèlement, Moscou affiche sa souplesse concernant le prix du gaz, sous réserve d'être autorisé à accéder au très profitable marché intérieur chinois. Il a été convenu, par conséquent, que les experts russes et chinois travailleraient ensemble dans les domaines suivants : « *La coordination des stratégies énergétiques, la prévision et la prospection, le développement des marchés, l'efficacité énergétique, et les sources d'énergie alternative* ».

D'autres intérêts stratégiques communs concernent les risques encourus face au projet du « bouclier antimissiles » US. Non seulement Washington a impliqué le Japon et la Corée du Sud mais, début septembre 2011, l'Inde a aussi été invitée à en devenir partenaire. En conséquence, les préoccupations des deux pays se croisent au moment où Washington relance sa stratégie en Asie centrale, c'est-à-dire, sur la Route de la soie. Cette stratégie est la même que celle lancée par George Bush (projet de Grande Asie centrale) pour y faire reculer l'influence de la Russie et de la Chine en collaboration avec la Turquie, résoudre la situation en Afghanistan d'ici 2014, et imposer la force militaire de l'OTAN dans toute la région. L'Ouzbékistan a déjà laissé entendre qu'il pourrait accueillir l'OTAN, et Vladimir Poutine a estimé que ce qui pourrait déjouer l'intrusion occidentale et empêcher les USA de porter atteinte à la Russie serait l'expansion de l'espace Russie-Kazakhstan-Biélorussie en coopération avec Pékin.

Cet aperçu des mécanismes de la lutte internationale actuelle permet de se faire une idée du processus de formation du nouvel ordre international, fondé sur la lutte pour la suprématie militaire et dont la clé de voute est l'énergie, et en premier lieu le gaz.

Le gaz de la Syrie

La « révolution syrienne » est un paravent médiatique masquant l'intervention militaire occidentale à la conquête du gaz.

Quand Israël a entrepris l'extraction de pétrole et de gaz à partir de 2009, il était clair que le bassin Méditerranéen était entré dans le jeu et que, soit la Syrie serait attaquée, soit toute la région pourrait bénéficier de la paix, puisque le 21ème siècle est supposé être celui de l'énergie propre.

Selon le Washington Institute for Near East Policy (WINEP, le think tank de l'AIPAC), le bassin méditerranéen renferme les plus grandes réserves de gaz et c'est en Syrie qu'il y aurait les plus importantes. Ce même institut a aussi émis l'hypothèse que la bataille entre la Turquie et Chypre allait s'intensifier du fait de l'incapacité Turque à assumer la perte du projet *Nabucco* (malgré le contrat signé avec Moscou en décembre 2011 pour le transport d'une partie du gaz de *South Stream* via la Turquie).

La révélation du secret du gaz syrien fait prendre conscience de l'énormité de l'enjeu à son sujet. Qui contrôle la Syrie pourrait contrôler le Proche-Orient. Et à partir de la Syrie, porte de l'Asie, il détiendra « *la clé de la Maison Russie* », comme l'affirmait la Tsarine Catherine II, ainsi que celle de la Chine, via la Route de la soie. Ainsi, il serait en capacité de dominer le monde, car ce siècle est le Siècle du Gaz.

C'est pour cette raison que les signataires de l'accord de Damas, permettant au gaz iranien de passer à travers l'Irak et d'accéder à la Méditerranée, ouvrant un nouvel espace géopolitique et coupant la ligne de vie de *Nabucco*, avaient déclaré « *La Syrie est la clé de la nouvelle ère* ».

Imad Fawzi Shueibi